

Il est temps de ne pas reprendre

La crise sanitaire actuelle immobilise peu à peu la production mondiale. En quelques semaines, elle a rendu possible ce qui semblait impossible : un desserrement de l'étai budgétaire, une remise en cause des dividendes, la défense de l'Etat-providence par les agents de son démantèlement, un soutien inconditionnel aux pertes de revenus des travailleurs et travailleuses, et une chute inespérée des émissions de gaz à effet de serre. Mais l'on nous parle, dès à présent, d'immenses relances économiques à la sortie des confinements afin de refermer au plus vite cette parenthèse et de reprendre la trajectoire de croissance interrompue.

Pourtant, deux enjeux, corrélés, nous semblent impérativement devoir être pensés lors de cette sortie de crise. D'une part, limiter, avec tous les moyens possibles, l'immense crise sociale et [géopolitique](#) qui s'annonce. D'autre part, ne pas reprendre comme avant.

Les difficultés qui vont s'annoncer dans les prochains mois font qu'il y aura assurément un avant et un après covid-19. Nous ne vivrons plus tout à fait demain comme hier. Cet après se prépare mais n'est pas encore écrit. Tout ce qui suit vise à ressortir par le haut du chaos qui arrive. Ces réflexions tentent aussi de tenir compte de l'exacerbation actuelle des inégalités, pour toutes les personnes isolées, pour celles qui ont perdu leur emploi, pour celles qui doivent continuer à s'exposer à la maladie dans leurs entreprises ou à télétravailler.

Cette crise occasionne une situation paradoxale. Elle provoque la remise en cause profonde du fonctionnement économique dont l'impasse est désormais reconnue par [ses analystes les plus convaincus](#). Pourtant, malgré les mesures drastiques prises en urgence, la poursuite de la production [au-delà des secteurs « essentiels »](#) et [les dérives sécuritaires](#) montrent que certains sont prêts à tout mettre en œuvre pour reprendre, « quoi qu'il en coûte » pour les équilibres écologiques ou pour la santé physique et psychologique des humains. Alors, il faut se préparer à empêcher la reprise de la même course mortifère, afin que ce moment soit bien un tournant vers un futur *désirable*.

Le temps de l'inventaire

Avec [d'autres](#) (de nombreuses [organisations](#), le [Club de Rome](#), [le sociologue Bruno Latour](#) ou [un collectif d'intellectuels appelant à des assises du covid-19](#)), nous estimons en effet que le ralentissement économique imposé par la crise donne l'opportunité de s'attaquer enfin sérieusement aux problèmes écologiques qui promettent, si rien ne change en ce domaine, des épisodes autrement plus désastreux. Nous n'aurons peut-être plus jamais l'occasion de nous interroger toutes et tous au même moment sur l'organisation du système productif, sur ce à quoi nous tenons vraiment, et surtout d'infléchir notre trajectoire.

Parmi les très nombreuses propositions qui ont émergé pour faire de cette crise un point de bascule vers des relations enfin apaisées avec la Terre, il y a celles de [Bruno Latour](#). Il suggère d'effectuer, avant de reprendre, un inventaire de ce à quoi nous tenons et de ce que nous voulons au contraire arrêter. Cette proposition est propice à l'appropriation individuelle et localisée des grands enjeux planétaires. Elle invite à la réinvention de nos façons de faire société avec la nature – et non plus contre elle. Mais surtout, une profonde remise en question des activités humaines est probablement la seule manière à notre disposition pour respecter les accords de Paris, car la décroissance drastique et nécessaire de nos émissions de gaz à effet de serre n'est pas compatible avec une reprise « *as-usual* ».

Dans cette perspective, on ne peut que se demander s'il faudra [relancer, comme si de rien n'était](#), les constructions aéronautique, navale et automobile, le tourisme international, l'agriculture et l'élevage intensifs, les industries agro-alimentaires et du numérique et, plus généralement, notre système productif qui repose sur la division internationale du travail et les incitations à une consommation sans limite. Non pas qu'il ne faille plus faire d'avions, de navires, de voitures ni même produire des boîtes de conserve, mais que l'on pourrait s'interroger au préalable : qu'est-ce qui est essentiel et nous rend heureux ? Et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Qu'est-ce qui nous permet de vivre, ici, sans compromettre cette capacité pour d'autres vivant ailleurs, et pour ceux qui viendront après ?

Ces interrogations pourraient, par exemple, nous conduire à ne plus produire que des voitures économes en matériaux (à l'opposé des SUV), qui ne seraient utilisées que lorsqu'on ne peut y substituer des transports en commun, à limiter drastiquement l'usage de l'avion, à soutenir une agriculture en synergie avec les écosystèmes, à ne plus tolérer que nos vêtements et nos médicaments viennent du bout du monde, à manger local, etc... Tout cela serait à débattre, en tenant compte des implications de ces choix pour nous et pour d'autres, notamment ceux qui, dans le monde, dépendent pour l'instant entièrement de productions extérieures pour survivre.

Se donner les moyens de ne pas reprendre

Certains Etats, pour bien d'autres raisons que le respect de leurs engagements internationaux en matière climatique, ont dû répondre à la question des « activités essentielles » dans l'urgence. Des entreprises « non-essentiels » (se) sont provisoirement reconverties vers des productions considérées prioritaires, d'autres ont tenté de poursuivre comme si rien ne se passait, d'autres sont à l'arrêt, et quantité de travailleuses et de travailleurs subissant ces choix se sont retrouvés privés d'emploi.

Ce partage entre activités « essentielles » et « non essentielles » s'impose sans contrôle citoyen et ne peut donc pas servir de modèle pour l'avenir : si nous nous prêtions collectivement au travail d'inventaire suggéré par Bruno Latour, il faudrait que ces idées et ces expériences puissent être discutées dans des dispositifs démocratiques. Ceux-ci pourraient prendre la forme de conventions de citoyens ou d'états généraux, à plusieurs échelles, qui permettraient de discuter et de pérenniser les changements indispensables pour garantir des conditions de vie durables.

De tels dispositifs demanderaient du temps, or la crise impose une intervention publique très rapide, pour empêcher des faillites et du chômage. Mais il est clairement des interventions de soutien qui seraient, dans l'immédiat, vaines : à quoi servirait, par exemple, de [soutenir la production aéronautique](#), alors qu'au-delà même de la crise en cours, la trajectoire de croissance du transport aérien et la fabrication de nouveaux avions qui l'accompagne sont insoutenables au vu de nos objectifs de limitation du dérèglement climatique ? Plutôt que d'éternellement assurer aux marchés que les puissances publiques combleront toutes les défaillances des grandes entreprises, y compris les plus polluantes et les moins nécessaires, pourquoi ne pas entamer une réorientation du système productif vers nos besoins « essentiels » ? A minima, il serait opportun de conditionner ces aides d'urgence à [un engagement des entreprises et banques](#) dans une réelle transition écologique. En parallèle de ces interventions à court-terme, les conditions institutionnelles du débat pour notre futur pourraient être posées.

La mise en place d'un revenu inconditionnel permettrait de répondre immédiatement aux situations de détresse économique liées à cette crise, ainsi qu'à toutes celles jamais résolues. Des propositions allant dans ce sens émergent un peu partout [dans le monde](#). Loin de n'être qu'une réponse circonstancielle, un dispositif de ce type pourrait accompagner, sur le temps long, la mutation nécessaire de notre système de production et l'abandon des principes économiques basés sur la [croissance](#), comme l'envisage déjà [Amsterdam](#). Ce revenu, à définir selon les pays, peut être distribué à partir du moment où l'on accepte de taxer les plus riches. La viabilité financière du revenu inconditionnel a été montrée théoriquement il y a quelques années dans [le cas de l'Espagne](#). Par ailleurs, certaines entreprises réalisent des bénéfices indécents (Amazon et autres entreprises du numérique), aux dépens de leurs salarié.es et sur les décombres des détaillants de proximité, de nos sociabilités ou de nos libertés : leur taxation serait on ne peut plus logique. Des taxes sur les transactions financières, qui pourraient de plus limiter la spéculation boursière, se justifieraient également.

Peut-être pourrait-on s'engager sur dix ans. Dix ans avec un revenu inconditionnel afin d'éviter les drames liés à la perte d'emploi, accompagné d'un renforcement des services publics et des redistributions sociales. Dix ans avec des revenus plafonnés, grâce à une redistribution des richesses comme proposée par Thomas Piketty, afin de reconstruire la paix sociale et de réviser l'échelle des salaires en tenant compte de [l'utilité sociale de chaque métier](#), largement mise en avant dans ces premiers temps d'épidémie. Dix ans sans voyages à Bali ni croisières de luxe. Dix ans pour apprendre à préférer une tomate du jardin voisin à une entrecôte d'Argentine, une soirée jeu avec des amis à un week-end à New-York, un passage chez le cordonnier du coin à une livraison de baskets neuves par un livreur uberisé d'Amazon, ou les chants des oiseaux à une nuée de drones. Dix ans pour trouver, éventuellement, nos nouveaux métiers et l'organisation plus soutenable de nos activités. Dix ans pour rejoindre la trajectoire des accords de Paris, dont nous nous éloignons jour après jour avant la pandémie, et pour enfin cesser d'opposer écologie et défense des plus modestes. Dix ans pour nous adapter et décider de la suite.

Il ne s'agit là que de suggestions dont il faudrait débattre à grande échelle, au-delà du gouvernement par l'urgence. Les imaginaires collectifs vont sans doute sortir bouleversés de la crise actuelle. Il y aura des moments difficiles et d'autres fertiles en désirs nouveaux. Il serait navrant de laisser aux principaux auteurs du désastre écologique les clés de cet avenir, comme après la crise de 2008. Alors, sans attendre, scientifiques, militant.es, citoyen.nes, faisons l'inventaire de ce qui nous est essentiel, partageons les initiatives, organisons-nous à toutes les échelles pour empêcher la reprise sécuritaire et écocidaire qui se dessine, d'ores et déjà, pendant que nous trimons ou que nous restons confiné.es, dans la peur du lendemain. Ne laissons pas reprendre cette course folle qui nous menait irrémédiablement au désastre. Imposons une refondation institutionnelle, écologique et citoyenne qui offre enfin l'occasion à toutes et à tous de s'épanouir, en préservant les communs et l'ensemble du Vivant.

It's time to not resume

The current health crisis is gradually bringing world production to a standstill. In just a few weeks, it has made possible what seemed impossible: a loosening of the budgetary stranglehold, a reassessment of dividends, a defense of the welfare state by those who had been dismantling it, unconditional support for workers impacted by income losses, and an unexpected drop in greenhouse gas emissions. But we are already hearing about huge economic stimulus plans once the confinement period ends in order to close this parenthesis as soon as possible and resume the trajectory of economic growth that was interrupted.

Yet two interrelated issues need to be considered as we emerge from the crisis. On the one hand, we must limit, by all possible means, the immense social and [geopolitical](#) crisis that is looming. On the other hand, we must not resume as before.

The difficulties that will pile up in the coming months mean that there will certainly be a 'before' and 'after' covid-19. We will no longer live tomorrow exactly as we did yesterday. This 'after' scenario is being prepared but has not yet been written. The following thoughts aim to rationally channel the chaos that is coming. These considerations also try to take into account the current exacerbation of inequalities, for those who are isolated, for those who have lost their jobs, for those who must continue to expose themselves to the illness in their workplace, and for those who work from home.

This sanitary crisis creates a paradoxical situation. It is causing a profound reassessment of how our economy functions, as even [those esteemed analysts most convinced](#) of its merits now recognize the impasse we are in. However, despite the drastic emergency measures, the on-going economic production beyond [those sectors deemed "essential"](#), and the [erosion of civil liberties](#) show that some are poised to do everything possible to resume production, "come hell or high water" for ecological balances or for the physical and psychological health of humans. We must therefore be prepared to prevent a resumption of the same mortiferous trajectory, so that this moment in humanity indeed constitute a turning point toward a desirable future.

Time for an inventory

Together with others (numerous [organisations](#), the [Club of Rome](#), [the sociologist Bruno Latour](#) or a group of intellectuals calling for a [covid-19 conference](#)), we believe that the economic slowdown imposed by the crisis provides an opportunity to, at last, seriously tackle the ecological problems which, if left unaddressed, portend much more disastrous episodes. We may never again have the opportunity to reassess, all together thanks to the fierce focus brought by covid-19, how our system of production is organized, what we really care about, and above all to decide to alter our trajectory.

Among the very many proposals that have emerged to make this crisis a tipping point towards finally achieving peaceful relations with the complex system that is Earth, there are those of [Bruno Latour](#). He suggests, before we resume production, that we inventory what we value and what, on the contrary, we want to stop. This proposal is conducive to the individual and localized appropriation of major planetary issues. It calls for reinventing how we socialize with nature, rather than dominate it in a species-centric fashion. Above all, however, a profound reassessment of human activities is probably the only way we

can comply with the Paris agreements, because the drastic and necessary decrease in our greenhouse gas emissions that is required is not compatible with a "business as-usual" recovery.

From this perspective, we can only wonder whether we should relaunch, as if nothing had happened, the aeronautic, shipbuilding and car manufacturing sectors, international tourism, intensive agriculture and livestock farming, the agri-food and digital industries and, more generally, our productive system, which is based on the international division of labour and incentives for unlimited consumption. It isn't that that we should no longer make planes, ships, cars or even produce cans, but we must first ask ourselves: what is essential and makes us happy? And what is not? What makes it possible for us to live here without compromising this ability for others living elsewhere, and for future generations?

These questions could, for example, lead us to produce only materials-efficient cars (as opposed to SUVs) that would be used only when there is no substitute for public transport, to drastically limit the use of airplanes, to support an agriculture in synergy with ecosystems, to no longer tolerate that our clothes and medicine come from the other side of the world, to eat local food, etc... All this would be up for debate, taking into account the implications of these choices for us and for others, especially those around the world who currently depend entirely on outside production to survive.

Empowering ourselves to not resume

The covid-19 crisis has led some nations, for many reasons other than meeting their international climate commitments, to urgently define what are "essential activities". Some companies whose production was deemed 'non-essential' have (voluntarily or not) temporarily reconverted to making prioritized products, while others have tried to conduct business as usual, others have stopped, and many of the workers affected by these choices have found themselves deprived of employment.

This division between "essential" and "non-essential" activities is imposed without citizen control and cannot therefore serve as a model for the future: if we were to collectively undertake the inventory suggested by Bruno Latour, these ideas and experiences would have to be discussed using democratic mechanisms. These could take the form of citizens' conventions or general assemblies, on several scales, which would make it possible to discuss and perpetuate the changes that are needed to guarantee sustainable living conditions.

These mechanisms would take time, yet the crisis requires very rapid public intervention to prevent bankruptcies and unemployment. Nevertheless, some interventions would, in the immediate term, clearly be pointless: what is the benefit, for example, of [supporting aircraft production](#) when, even beyond the current sanitary crisis, the growth trajectory of air transport and the accompanying manufacture of new aircraft are unsustainable in view of our goals to limit climate disruption? Rather than eternally reassuring the markets that public authorities will make up for all the failures of large companies, including the most polluting and least necessary ones, why not start reorienting the production system towards our "essential" needs? At the very least, it would be advisable to condition this emergency aid for companies and banks to [their commitment toward a real ecological transition](#). In parallel with these short-term interventions, the institutional conditions for the debate on our future could be created.

Creating a universal income would make it possible to immediately alleviate the economic distress caused by this crisis, and by other as-of-yet unresolved causes. Proposals along these lines are emerging [all over the world](#). Far from being merely a circumstantial response, a mechanism of this type could accompany, in the long term, the necessary transformation of our system of production and the abandonment of [growth-based economic principles](#), as the city of [Amsterdam](#) is already considering. This income, to be defined by each country, can be distributed from the moment we agree to tax the richest. The financial viability of a universal income was demonstrated theoretically [a few years ago in the case of Spain](#). Meanwhile, some companies are making indecent profits (Amazon and other digital companies), at the expense of their employees while our local retailers, our liberties and socializing are decimated. Taxing such companies would be quite logical. Taxes on financial transactions, which could also limit stock market speculation, would also be justified.

Perhaps we could make a ten-year commitment. Ten years with a universal income in order to avoid the tragedies of job loss, accompanied by a strengthening of public services and social redistribution. Ten years with capped incomes, thanks to a redistribution of wealth as proposed by Thomas Piketty --- and widely promoted in the early days of the epidemic, in order to rebuild social peace and to rework the salary scale to take into account [the social utility of each job](#). Ten years without trips to Bali or luxury cruises. Ten years to learn to prefer a tomato from a nearby garden rather than a rib steak from Argentina, a game night with friends rather than a weekend in New York, a visit to the local shoemaker rather than new sneakers assembled by harried low-wage workers and handled by an Amazon-mediated, uberised delivery person, or bird calls rather than drone swarming. Ten years to eventually find our new jobs and the more sustainable organization of our activities. Ten years to get back on track with the Paris agreements, which we were already slipping away from with each passing day prior to the pandemic, and to finally reconcile ecology with defending the economically downtrodden. Ten years to adapt and decide what to do next.

These are only suggestions that should be debated widely, beyond any crisis-driven governing. The collective psyche will no doubt be upended by the present crisis. There will be difficult moments and others fertile with new desires. It would be distressing to let the mindset that spawned the ecological disaster again craft our future, as it did after the 2008 financial crisis. So, without delay, scientists, activists, politicians and power-players, citizens, let us take stock of what is essential to us, let us share initiatives, let us organize at all levels to prevent the security-state and ecocidal recovery that is already taking shape, while we work or remain confined, out of fear for tomorrow. Let us not allow this crazy trajectory toward irremediable disaster to resume. Let us impose an institutional, ecological and civic re-foundation that finally offers everyone the opportunity to flourish, while preserving our common good and the whole of life.

Translation : Martin Bowen

Es ist Zeit, nicht einfach weiterzumachen

Die gegenwärtige sanitäre Krise bringt die Weltproduktion allmählich zum Erliegen. Sie hat in nur wenigen Wochen möglich gemacht, was bisher unmöglich schien: eine Lockerung des haushaltspolitischen Sparzwanges, eine Infragestellung der Ausschüttung von Dividenden, die Verteidigung des Sozialstaates durch die bisherigen Befürworter seines Abbaus, die bedingungslose Unterstützung der von Einkommensverlusten betroffenen Arbeitnehmer, und einen unerwarteten Rückgang der Treibhausgasemissionen.

Aber es ist bereits die Rede von gewaltigen wirtschaftlichen Wiederbelebungsmaßnahmen nach der Aufhebung der Ausgangsbeschränkungen, um die entstandene Lücke so schnell wie möglich zu schließen und den Pfad ununterbrochenen Wachstums wieder aufzunehmen.

Hier erscheint es uns maßgeblich, auf dem Ausweg aus der Krise zwei eng miteinander verbundene Aspekte zu berücksichtigen. Einerseits, die sich abzeichnende enorme soziale und geopolitische Krise mit allen Mitteln zu begrenzen. Andererseits, nicht wie bisher weiterzumachen.

Die Schwierigkeiten, die sich in den kommenden Monaten gehäuft auf uns zukommen werden, bedeuten, dass es sicherlich ein Davor und ein Danach der Covid-19-Pandemie geben wird. Wir werden morgen nicht mehr so leben wie gestern. Das Danach wird derzeit vorbereitet, ist aber noch nicht festgeschrieben. Alles, was folgt, soll dazu führen, dass wir aufrecht aus dem kommenden Chaos hervorgehen. Bei diesen Überlegungen wird auch versucht, die gegenwärtige Verschärfung der Ungleichheiten einzubeziehen, die all diejenigen betreffen, die isoliert sind, die ihren Arbeitsplatz verloren haben, oder die sich für ihre Arbeitgeber weiterhin Krankheiten aussetzen müssen, oder Telearbeit betreiben.

Diese Krise schafft eine paradoxe Situation. Sie führt zu einer tiefgreifenden Infragestellung der wirtschaftlichen Funktionsweise, deren Ende in einer Sackgasse nun von ihren überzeugtesten VerfechterInnen erkannt wird. Doch trotz der drastischen Maßnahmen, die aus der Not heraus ergriffen wurden, zeigen die Fortsetzung der Produktion über die "wesentlichen" Sektoren hinaus und die Umgehung der Sicherheitsmassnahmen, dass einige bereit sind, alles zu dafür tun, die Produktion wieder aufzunehmen, "koste es was es wolle" für das ökologische Gleichgewicht oder für die physische und psychische Gesundheit der Menschen.

Wir müssen daher bereit sein, eine Wiederaufnahme desselben tödlichen Wettlaufs zu verhindern, so dass dieser Moment tatsächlich ein Wendepunkt zu einer wünschenswerten Zukunft ist.

Zeit für Inventarisierung

Zusammen mit anderen (zahlreiche Organisationen, der Club of Rome, der Soziologe Bruno Latour oder eine Gruppe von Intellektuellen, die eine Covid-19-Konferenz fordern) glauben wir, dass die durch die Krise verursachte wirtschaftliche Verlangsamung eine Gelegenheit bietet, endlich die ökologischen Probleme ernsthaft anzugehen, die, wenn sich in diesem Bereich nichts ändert, viel katastrophalere Episoden versprechen. Wir werden vielleicht nie mehr die Gelegenheit haben, uns alle gleichzeitig über die Organisation des Produktionssystems zu fragen, was uns wirklich wichtig ist, und vor allem unseren Kurs zu ändern.

Unter den sehr vielen Vorschlägen, die sich herauskristallisiert haben, um diese Krise zu einem Wendepunkt auf dem Weg zu endlich friedlichen Beziehungen mit der Erde zu machen, gibt es die von Bruno Latour. Er schlägt vor, eine Bestandsaufnahme dessen zu machen, was wir schätzen und was wir im Gegenteil aufhalten wollen. Dieser Vorschlag ist der individuellen und lokalisierten Aneignung wichtiger planetarischer Fragen förderlich. Es lädt dazu ein, unsere Wege mit Gesellschaft und Natur neu zu gestalten, und nicht mehr dagegen. Vor allem aber ist eine tiefgreifende Infragestellung menschlicher Aktivitäten wahrscheinlich der einzige Weg, wie wir die Pariser

Vereinbarungen einhalten können, da die drastische und notwendige Verringerung unserer Treibhausgasemissionen mit der Wiederaufnahme unserer Tätigkeiten nicht vereinbar ist.

.In dieser Perspektive kann man sich nur fragen, ob es notwendig sein wird, Luft-, See und Automobilbau, internationalen Tourismus, Landwirtschaft, intensive Vieh-Züchtung, die Industrien von Nahrungsmitteln und Digital und allgemein unser Produktionssystem, das auf internationale Arbeitsteilung und Anreize für unbegrenzten Konsum basiert sind, einfach neu zu starten als ob nichts geschehen wäre. Nicht, dass wir keine Flugzeuge, Schiffe, Autos oder gar Dosen mehr herstellen müssten, aber wir müssen uns zuerst fragen: Was ist das Wesentliche und macht uns glücklich? Und was ist das nicht? ,was ermöglicht uns ohne diese Möglichkeit für andere, die anderswo leben, und für diejenigen, die danach kommen werden, zu gefährden?

Diese Fragen könnten uns z.B. dazu veranlassen, nur noch materialsparende Autos (im Gegensatz zu SUVs) herzustellen, die nur dann zum Einsatz kämen, wenn es keinen Ersatz für den öffentlichen Verkehr gibt, den Einsatz von Flugzeugen drastisch einzuschränken, chemische Pestizide in unserer Landwirtschaft nicht mehr einzusetzen, nicht länger zu tolerieren, dass unsere Kleidung und Medikamente vom anderen Ende der Welt kommen, einheimische Lebensmittel zu essen usw. All dies wäre diskutierbar, wenn man die Auswirkungen dieser Entscheidungen für uns und für andere berücksichtigt, insbesondere für diejenigen in der Welt, die im Moment vollständig von externen Produktion abhängig sind, um zu überleben.

Uns die Mittel geben, nicht wieder aufzunehmen

Einige Staaten mussten, aus vielen anderen Gründen als der Erfüllung ihrer internationalen Klimaverpflichtungen dringend mit der Frage der "wesentlichen Aktivitäten" befassen. Einige "nicht wesentliche" Unternehmen haben vorübergehend auf eine als vorrangig betrachtete Produktion umgestellt, andere haben versucht, so weiterzumachen, als ob nichts geschehen wäre, wieder andere haben aufgehört, und vielen der von diesen Entscheidungen betroffenen Arbeitnehmern wurde die Beschäftigung entzogen.

Diese Unterscheidung zwischen "wesentlichen" und "nicht wesentlichen" Aktivitäten wird ohne bürgerliche Kontrolle durchgesetzt und kann daher nicht als Modell für die Zukunft dienen: Wenn wir uns gemeinsam an der von Bruno Latour vorgeschlagenen Inventarisierungsarbeit beteiligen würden, müssten diese Ideen und Erfahrungen in demokratischen Mechanismen diskutiert werden. Diese könnten in Form von Bürger Konventionen oder in Form von Generalstaaten auf verschiedenen Ebenen stattfinden, die es ermöglichen die Gewährleistung der wesentlichen Änderungen zu erörtern und nachhaltige Lebensbedingungen zu garantieren.

Solche Vereinbarungen würden einige Zeit in Anspruch nehmen, aber die Krise erfordert ein sehr schnelles Eingreifen der Öffentlichkeit, um Insolvenzen und Arbeitslosigkeit zu verhindern. Es gibt jedoch eindeutig Interventionen, die unmittelbar vergeblich wären: Welchen Sinn hätte es beispielsweise, die Flugzeugproduktion zu unterstützen, wenn selbst über die gegenwärtige Krise hinaus der Wachstumspfad des Luftverkehrs und die damit einhergehende Herstellung neuer Flugzeuge angesichts unserer Ziele, die Klimastörungen zu begrenzen, nicht nachhaltig sind? Anstatt den Märkten auf ewig zu versichern, dass die öffentlichen Behörden alle Misserfolge großer Unternehmen ausgleichen werden, einschließlich den umweltschädlichsten und den am wenigsten notwendigen, warum sollte man nicht damit beginnen, das Produktionssystem auf unsere "wesentlichen" Bedürfnisse neu auszurichten? Zumindest wäre es ratsam, diese Nothilfe an die Bedingung zu knüpfen, dass sich die Unternehmen und Banken zu einem echten ökologischen Übergang verpflichten. Parallel zu diesen kurzfristigen Interventionen könnten die institutionellen Bedingungen für die Debatte über unsere Zukunft festgelegt werden.

Die Schaffung eines bedingungslosen Einkommens würde es ermöglichen, sofort auf die mit dieser Krise verbundenen wirtschaftlichen Notsituationen sowie auf all jene zu reagieren, die nie gelöst wurden. Vorschläge in dieser Richtung wurden weltweit erwähnt. Weit davon entfernt, nur eine umständliche Reaktion zu sein, könnte ein solcher Mechanismus über einen langen Zeitraum die notwendige Umgestaltung unseres Produktionssystems und die Aufgabe wachstumsorientierter

Wirtschaftsprinzipien begleiten, wie bereits in Amsterdam vorgesehen. Dieses Einkommen, das je nach Land zu definieren ist, kann ab dem Zeitpunkt verteilt werden, an dem wir uns darauf einigen, die Reichsten zu besteuern. Die finanzielle Tragfähigkeit des bedingungslosen Einkommens wurde vor einigen Jahren im Fall von Spanien theoretisch nachgewiesen, das als erstes europäisches Land die Einführung als Reaktion auf die Krise in Erwägung zog. Auf der anderen Seite machen einige Unternehmen unanständige Gewinne (Amazon und andere digitale Unternehmen), auf Kosten ihrer Mitarbeiter und auf Kosten der lokalen Einzelhändler, unserer Sozialleistungen oder unserer Freiheiten: ihre Besteuerung wäre ganz logisch. Auch Steuern auf Finanztransaktionen, die auch die Börsenspekulation einschränken könnten, wären gerechtfertigt.

Vielleicht könnten wir eine Verpflichtung für zehn Jahre eingehen. Zehn Jahre mit einem bedingungslosen Einkommen, um die Dramen des Arbeitsplatzverlustes zu vermeiden, begleitet von einer Stärkung der öffentlichen Dienste und der sozialen Umverteilung. Zehn Jahre mit Einkommensobergrenzen, dank einer Umverteilung des Reichtums, wie sie von Thomas Piketty vorgeschlagen wurde, um den sozialen Frieden wiederherzustellen und die Lohnskala unter Berücksichtigung des sozialen Nutzens der einzelnen Berufe zu revidieren, der in diesen frühen Tagen der Epidemie weithin hervorgehoben wurde. Zehn Jahre ohne Reisen nach Bali oder Luxuskreuzfahrten. Zehn Jahre, um zu lernen, wie man eine Tomate aus einem nahe gelegenen Garten einem Rippensteak aus Argentinien vorzieht, einen Spielabend mit Freunden statt einem Wochenende in New York, einen Besuch beim örtlichen Schuster statt einer Lieferung neuer Turnschuhe durch einen verschlissenen Amazon-Lieferanten oder den Gesang von Vögeln statt einen Schwarm von Drohnen. Zehn Jahre, um schließlich unsere neuen Arbeitsplätze und die nachhaltigere Organisation unserer Aktivitäten zu finden. Zehn Jahre, um die Pariser Abkommen wieder auf den Weg zu bringen, von denen wir uns Tag für Tag vor der Pandemie entfernt hatten, und um endlich damit aufzuhören, uns der Ökologie und der Verteidigung der Bescheidensten zu widersetzen. Zehn Jahre, um sich anzupassen und zu entscheiden, was als nächstes zu tun ist.

Dies sind nur Vorschläge, die wegen der Dringlichkeit über die Regierung hinaus in großem Umfang diskutiert werden sollten. Die kollektive Vorstellungskraft wird zweifellos aus der gegenwärtigen Krise im Umbruch hervorgehen. Es wird schwierige Momente geben und andere werden mit neuen Wünschen fruchtbar sein. Es wäre bedenklich, die Schlüssel zu dieser Zukunft den Hauptverantwortlichen für die Umweltkatastrophe zu überlassen, wie es nach der Krise von 2008 der Fall war. Also, Wissenschaftler, Aktivisten, Bürger, lassen Sie uns unverzüglich eine Bestandsaufnahme dessen vornehmen, was für uns wesentlich ist, lassen Sie uns Initiativen teilen, lassen Sie uns auf allen Ebenen organisieren, um die sichere und ökozide Erholung zu verhindern, die bereits Gestalt annimmt, während wir aus Angst vor morgen bereits arbeiten oder eingesperrt bleiben. Lassen wir nicht zu, dass dieser verrückte Wettlauf, der uns unwiderruflich in die Katastrophe geführt hat, wieder aufgenommen wird. Lasst uns eine institutionelle, ökologische und staatsbürgerliche Neugründung durchsetzen, die endlich allen die Möglichkeit bietet, sich zu entfalten und gleichzeitig das Gemeinsame und das ganze Leben zu bewahren.

HET IS TIJD OM ANDERS TE HERVATTEN

De huidige gezondheidscrisis heeft geleidelijk de wereldproductie tot stilstand gebracht. Binnen slechts enkele weken heeft deze mogelijk gemaakt, wat onmogelijk leek. Het losraken van de budgettaire verwurging, een herbeoordeling van dividenden, een verdediging van de welvaartstaat door hen die hem hadden ontmanteld, onvoorwaardelijke steun voor werknemers geraakt door inkomensverlies en een onverwachte daling in broeikasgasemissies. Maar we horen nu al berichten over enorme economische stimuleringsplannen voor na deze periode van beperking om deze zo snel mogelijk af te sluiten en de weg van economische groei die was onderbroken, te hervatten.

Er zijn twee belangrijke zaken. Ten eerste moet met alle mogelijke middelen getracht worden de mogelijke immense sociale en geopolitieke crisis te limiteren. Ten tweede: we moeten niet zo doorgaan als tot nu toe het geval was.

De moeilijkheden die zich in de komende maanden zullen opstapelen betekenen dat er zeker een tijd voor en na covid-19 is. We zullen 'morgen' niet mee zo leven als we gisteren deden. Dit scenario voor de toekomst wordt voorbereid maar is nog niet geschreven. De volgende gedachten hebben het doel om de chaos die komt te kanaliseren. Deze overwegingen proberen ook rekening te houden met de huidige verergering van ongelijkheden. Inzake degenen die zijn geïsoleerd, voor hen die hun baan hebben verloren, voor hen die zich moeten blijven blootstellen aan het virus op de werkplek en voor hen die van huis werken.

De gezondheidscrisis creëert een paradoxale situatie. Deze zorgt voor een diepere herbeoordeling van de wijze waarop onze economie functioneert, omdat zelfs gewaardeerde analisten, ooit overtuigd van de voordelen nu de impasse waarin we zitten moeten toegeven. Echter, ondanks de drastische crisismaatregelen is de voortgaande productie buiten de sectoren die als noodzakelijk wordt gezien en de erosie van publieke vrijheden een teken dat sommigen klaar staan om alles te doen de productie tegen elke prijs te hervatten. Zelfs als dat 'hel en verdoemenis' betekent voor de ecologische balans en de fysieke- en psychologische gezondheid van mensen. We moeten ons derhalve voorbereiden op het voorkomen van een hervatting hetzelfde dodelijke traject, zodat dit moment in de menselijke geschiedenis inderdaad bijdraagt tot een keerpunt richting een wenselijke toekomst.

Tijd voor een inventarisatie

Samen met veel organisaties, de Club van Rome. De socioloog Bruno Latour of een groep intellectuelen die oproepen tot een Covid-19 conferentie, geloven we dat de economische vertraging, veroorzaakt door de crisis de gelegenheid biedt om eindelijk de ecologische problemen aan te pakken die wanneer er niets aan wordt gedaan nog veel meer rampzalige episoden voorspellen. Het zou kunnen dat we nooit meer de gelegenheid krijgen om dit te doen. Dankzij Covid-19 is er een sterke focus gekomen op hoe ons productiesysteem is georganiseerd, waar we echt om geven en vooral de wil om te kiezen voor een andere weg.

Onder de vele voorstellen die naar voren kwamen om van deze crisis een omslagpunt te maken teneinde vrede te sluiten met het complexe systeem dat de aarde is, bevindt zich die van Bruno Latour. Hij stelt voor, dat alvorens wij de productie hervatten, een inventaris maken van wat we waarderen en wat we anderzijds willen stoppen. Dit voorstel kan een leidraad vormen voor de individuele en gelokaliseerde problemen op onze planeet. Het is een oproep om opnieuw uit te vinden hoe we ons socialiseren met de natuur, in plaats van de op onze soort gerichte wijze. Echter, vooral is waarschijnlijk een fundamentele herbeoordeling van menselijke activiteiten de enige manier waarop wij kunnen voldoen aan de overeenkomsten van Parijs. Dit omdat de noodzakelijke

drastische vermindering van onze broeikasgassen die nodig zijn, niet overeenkomen met het herstel van het huidige businessmodel.

Vanuit dit perspectief, moeten we ons afvragen of we weer opnieuw moeten starten, alsof er niets is gebeurd. Zoals luchtvaart, scheepsbouw, auto-industrie, internationale toerisme, intensieve landbouw/veeteelt, digitale industrie en meer in het algemeen ons productiesysteem dat is gebaseerd op de internationale verdeling van arbeid en stimulans voor onbeperkte consumptie. Dat betekent niet dat we geen vliegtuigen, schepen, auto's of zelfs blikjes meer maken, maar dat we ons eerst af moeten vragen: wat is essentieel en maakt ons gelukkig? En wat doet dat niet? Wat maakt het mogelijk voor ons om hier te leven zonder deze mogelijkheid voor mensen die ergens anders wonen en toekomstige generaties in gevaar te brengen.

Deze vragen zouden ons er bijvoorbeeld toe kunnen brengen om materiaal-efficiënte auto's te produceren, die alleen worden gebruikt als er geen vervanging is voor openbaar vervoer. Ook om het gebruik van vliegtuigen te beperken, om de landbouw in synergie met ecosystemen te ondersteunen, om niet langer te accepteren dat onze kleding en medicijnen van de andere kant van de aarde moeten komen, om lokaal geproduceerd voedsel te eten etc. Dit alles kan onderwerp van het debat worden, met in achtneming van de gevolgen van die keuzes voor ons en voor anderen, speciaal voor hen in de wereld die om te overleven op dit ogenblik geheel van buitenlandse productie afhankelijk zijn.

Onszelf sterk maken om het oude niet te hervatten

De covid-19 crisis heeft sommige landen ertoe gedwongen om vele redenen, afgezien van hun internationale klimaatverplichtingen, dringend te bepalen wat hun 'essentiële activiteiten' zijn. Sommige bedrijven waarvan de productie als niet-essentieel werd geacht hebben (vrijwillig of niet) tijdelijk omgeschakeld naar het maken van noodzakelijke producten, terwijl anderen hebben getracht om de zaken als gebruikelijk voort te zetten, weer anderen zijn gestopt en vele van de arbeiders die geraakt werden door deze keuzes merkten dat ze hun werk kwijtraakten.

Deze splitsing tussen noodzakelijke en niet-noodzakelijke activiteiten is opgelegd zonder controle/inspraak van burgers en kan derhalve niet dienen als een model voor de toekomst. Als we gezamenlijk de inventarisatie zoals door Bruno Latour wordt voorgesteld uitvoeren, zouden deze ideeën en ervaringen besproken moeten worden door gebruik te maken van democratische mechanismen. Deze zouden de vorm kunnen krijgen van burger conventies en algemene vergaderingen van diverse grootte. Die moeten het mogelijk maken om de veranderingen die nodig zijn te bespreken en door te zetten teneinde duurzame levensomstandigheden te bereiken.

Deze mechanismen zullen tijd kosten, toch heeft de crisis snelle openbare interventie nodig om faillissementen en werkloosheid te voorkomen. Desondanks, zullen sommige onmiddellijke interventies duidelijk zinloos zijn. Wat is bijvoorbeeld het voordeel om de luchtvaartindustrie te steunen als zelfs afgezien van de huidige gezondheidscrisis, het groei traject van luchttransport en de bijbehorende productie van nieuwe vliegtuigen niet duurzaam zijn met betrekking tot onze klimaatdoelen? In plaats van eeuwig de markten geruist stellen dat de publieke autoriteiten alle fouten van grote bedrijven zullen goedmaken, inclusief de meest vervuilende en minst noodzakelijke, waarom niet beginnen met heroriëntering van het productiesysteem en richten op essentiële behoeften. Tenminste zou het aan te raden zijn deze noodhulp aan bedrijven en banken aan de voorwaarden te verbinden om tot een werkelijke ecologische transitie te komen. Tegelijkertijd met deze korte termijn interventies kunnen de institutionele condities voor het debat over onze toekomst worden gecreëerd.

Het creëren van een onvoorwaardelijk basis inkomen (UBI) zou het mogelijk maken om onmiddellijk de economische nood, veroorzaakt door deze crisis en door andere vooralsnog onopgeloste zaken te verlichten. Voorstellen als deze ontstaan over de hele wereld. Niet zomaar een bijkomstig iets, want een mechanisme van dit type kan op de lange termijn bijdragen aan de noodzakelijke transformatie van ons productiesysteem en het verlaten van de op groei gebaseerde economische principes, zoals bijvoorbeeld de stad Amsterdam reeds overweegt. Dit inkomen, per land vast te stellen, kan worden gedistribueerd vanaf het moment dat we beslissen de rijksten te gaan belasten. De financiële levensvatbaarheid van een basis inkomen werd theoretisch een paar jaar geleden gedemonstreerd in Spanje. Intussen maken enige bedrijven onfatsoenlijke winsten (Amazon en andere digitale bedrijven) ten koste van hun werknemers terwijl onze lokale detailhandel, onze vrijheden en gezelligheid zijn gedecimeerd. Het belasten van zulke bedrijven zou heel logisch zijn. Belastingen op financiële transacties, die de speculatie op de aandelenmarkt limiteert zou ook gerechtvaardigd zijn.

Misschien kunnen we een overeenkomst voor tien jaar maken. Tien jaar met een basis inkomen teneinde tragedies van baanverlies te voorkomen, samen met een versterking van de publieke service en sociale herverdeling. Tien jaar met afgedekte inkomens, dankzij een herverdeling van de rijkdom zoals is voorgesteld door Thomas Piketty --- en breed gepromoot in de eerste dagen van de epidemie, teneinde sociale stabiliteit te herstellen en de salarisschalen opnieuw vast te stellen zodanig dat rekening wordt gehouden met het sociale nut van iedere baan. Tien jaar zonder reizen naar Bali of luxe cruises. Tien jaar om te leren om de voorkeur te geven aan een tomaat uit een tuin dichtbij boven een ribsteak uit Argentinië of nieuwe sneakers in elkaar gezet door lage lonen werkers en verhandeld door een Amazon bemiddelaar om vervolgens door Uber-achtige bedrijven te worden afgeleverd. Vogelgeluiden in plaats van zwermen drones. Tien jaar om eventueel onze nieuwe banen te zoeken en het duurzamer organiseren van onze activiteiten. Tien jaar om alles weer in overeenstemming te brengen met de akkoorden van Parijs, die voor de pandemie iedere dag steeds verder uit beeld raakten en tenslotte ons met de ecologie te verzoenen en de economisch onderdrukten te beschermen. Tien jaar om ons aan te passen en te bepalen wat het volgende is wat we moeten doen.

Dit zijn alleen maar suggesties die verder breed kunnen worden besproken naast wat voor crisis gedreven regeren dan ook. De collectieve psyche zal zonder twijfel door deze crisis worden opgeschud. Er zullen moeilijke momenten komen en andere met vruchtbare nieuwe wensen. Het zou verontrustend zijn als de manier van denken die de ecologische ramp heeft voortgebracht weer onze toekomst beheerst, zoals dit het geval was na de financiële crisis van 2008. Dus, wetenschappers, activisten, politici en belangrijke spelers – burgers-, laten we de balans opmaken van wat belangrijk voor ons is, laten we de initiatieven delen, laten we ons organiseren op alle niveaus om de politiestaat en een herstel dat zich tegen het ecosysteem richt en dat al vorm krijgt te voorkomen. Dit terwijl we werken of in lockdown zitten, zonder angst voor de toekomst. Laten we niet toestaan dat dit waanzinnige traject naar een hopeloze ramp zich gaat hervatten. Laten we een nieuwe institutionele, ecologische en burgerlijke fundering leggen die eindelijk aan iedereen de mogelijkheid biedt te floreren terwijl we onze gemeenschappelijke waarden en die van het leven bewaren.

Translation: Wim Verhoeven

È tempo di non riprendere

La crisi sanitaria attuale immobilizza poco a poco la produzione mondiale. In qualche settimana, essa ha reso possibile ciò che sembrava impossibile : un allentamento del controllo budgetario, una messa in discussione dei dividendi, la difesa dello Stato provvidenza dagli stessi agenti del suo smantellamento, un sostegno incondizionato alle perdite di reddito dei lavoratori e delle lavoratrici, e una caduta insperata di gas a effetto serra. Tuttavia si parla, fin da ora, di immensi rilanci economici all'indomani dei confinamenti per chiudere più rapidamente possibile questa parentesi e riprendere la traiettoria della crescita ininterrotta.

Eppure, ci sembra che due sfide correlate debbano essere imperativamente pensate all'uscita da questa crisi. Da una parte, la limitazione, con tutti i mezzi possibili, dell'immensa crisi sociale e [geopolitica](#) che si annuncia. Dall'altra, non riprendere come prima.

Le difficoltà che cresceranno nei prossimi mesi fanno sì che ci sarà sicuramente un prima e un dopo covid-19. Non vivremo assolutamente più il domani come ieri. Questo « dopo » si prepara ma non è ancora scritto. Quanto segue mira a far emergere delle riflessioni dal caos che si profila tentando anche di tener conto dell'esarcebazione attuale delle disuguaglianze per tutte le persone isolate, per coloro che hanno perso il loro lavoro e per coloro che devono continuare a esporsi alla malattia nelle loro aziende o a telelavorare.

Questa crisi provoca una situazione paradossale. Causa una profonda messa in discussione del funzionamento economico il cui vicolo cieco è ormai riconosciuto dai [suoi analisti più convinti](#). Tuttavia, malgrado le misure drastiche prese in urgenza, il proseguimento della produzione al di là dei [settori « essenziali »](#) e le [derive securitarie](#) mostrano che alcuni sono pronti ad attuare di tutto per riprendere, « costi quel che costi » per gli equilibri ecologici o per la salute fisica e psicologica degli esseri umani. Occorre dunque prepararsi a impedire la ripresa di questa corsa mortale, affinché questo momento possa essere una svolta verso un futuro *desiderabile*.

Il tempo dell'inventario

Insieme [ad altri](#) (numerosi [organizzazioni](#), il [Club di Roma](#), il [sociologo Bruno Latour](#) o ancora un collettivo di intellettuali richiedenti delle [assise del covid-19](#)), stimiamo che il rallentamento economico imposto dalla crisi dia l'opportunità di considerare seriamente i problemi ecologici che promettono, in assenza di cambiamenti in quest'ambito, episodi ancora più disastrosi. Forse non avremo mai più l'occasione di interrogarci tutte e tutti nello stesso momento sull'organizzazione del sistema produttivo, su ciò a cui noi teniamo veramente, e soprattutto di modificare il nostro percorso.

Tra le numerose proposte che sono emerse per fare di questa crisi un punto di svolta verso delle relazioni armoniose con la Terra, figurano quelle di [Bruno Latour](#). Latour suggerisce di effettuare, prima di riprendere, un inventario di quello a cui teniamo e di quello che al contrario vorremmo fermare. Questa proposta è favorevole all'appropriazione individuale e localizzata delle grandi sfide planetarie. Invita alla rinvenzione dei nostri modi di fare società con la natura – e non più contro di lei. Ma soprattutto, una profonda messa in discussione delle attività umane è forse la sola maniera a nostra disposizione per rispettare gli accordi di

Parigi, in quanto la diminuzione drastica e necessaria delle nostre emissioni di gas a effetto serra non è compatibile con una ripresa « *as-usual* ».

In questa prospettiva, non ci resta che chiederci se bisognerà [rilanciare, come se niente fosse](#), le costruzioni aeronautiche, navali e automobilistiche, il turismo internazionale, l'agricoltura e l'elevaggio intensivo, le industrie agro-alimentari e digitali e, più generalmente, il nostro sistema produttivo che riposa sulla divisione internazionale del lavoro e su delle sollecitazioni a una consumazione senza limite. Non che non si debbano più costruire aerei, navi, macchine o anche produrre delle scatole di conserve, ma occorre interrogarci preventivamente : che cos'è essenziale e che cosa ci rende felici ? Che cosa non lo è ? Che cosa ci permette di vivere qui e ora senza compromettere questa capacità ad altri esseri viventi altrove, e a coloro che verranno dopo ?

Queste interrogazioni potrebbero, per esempio, condurci a produrre solo più macchine risparmiando materiali (all'opposto dei SUV) che sarebbero utilizzate nel momento in cui non si possono utilizzare i trasporti in comune, a limitare drasticamente l'utilizzo degli aerei, a sostenere l'agricoltura in sinergia con gli ecosistemi, a non tollerare più che i nostri vestiti e le nostre medicine vengano dall'altra parte del mondo, a mangiare prodotti locali, etc...Tutto questo sarebbe da discutere, tenendo conto delle implicazioni di queste scelte per noi e per gli altri, soprattutto per coloro i quali, nel mondo, dipendono per il momento completamente dalle produzioni esterne per sopravvivere.

Darsi i mezzi per non riprendere

Alcuni Stati, per ben altre ragioni che il rispetto dei loro impegni internazionali in materia climatica, hanno dovuto rispondere alla questione delle « attività essenziali » nell'urgenza. Delle aziende « non-essenziali » (si) sono provvisoriamente riconvertite verso delle produzioni considerati prioritarie ; altre hanno tentato di proseguire come se niente stesse accadendo ; altre ancora sono ferme, e una quantità di lavoratrici e lavoratori che subiscono queste scelte si sono ritrovati privati del loro lavoro.

Questa condivisione tra attività « essenziali » e « non essenziali » s'impone senza il controllo cittadino e non può dunque servire da modello per l'avvenire : se ci dedicassimo collettivamente al lavoro d'inventariato suggerito da Bruno Latour, bisognerebbe condividere queste idee e queste esperienze all'interno di dispositivi democratici. Queste potrebbero prendere la forma di convenzioni o di stati generali, a diversi livelli, che permetterebbero di discutere e perennizzare i cambiamenti indispensabili per garantire delle condizioni di vita durabili.

Tali dispositivi richiederebbero del tempo, mentre la crisi impone un intervento pubblico molto rapido per evitare dei fallimenti e della disoccupazione. Ma sono proprio gli interventi di sostegno a essere, nell'immediato, vani : a che cosa servirebbe, per esempio, sostenere la [produzione aeronautica](#), quando al di là della crisi in corso, la traiettoria della crescita del trasporto aereo e la fabbricazione di nuovi aerei che l'accompagna sono insostenibili in vista dei nostri obiettivi di limitazione del cambiamento climatico ? Anziché assicurare eternalmente ai mercati che le potenze pubbliche colmeranno tutte le carenze delle grandi aziende, comprese le più inquinanti e le meno necessarie, perché non lanciare una

riorientazione del sistema produttivo verso i nostri bisogni « essenziali » ? A *minima*, sarebbe opportuno condizionare questi aiuti d'urgenza a un impegno delle aziende e delle [banche verso una reale transizione ecologica](#). Parallelamente a questi interventi a breve termine, le condizioni istituzionali del dibattito per il nostro futuro potrebbero essere poste.

La creazione di un reddito incondizionato permetterebbe di rispondere immediatamente alle situazioni di difficoltà economica legate a questa crisi e a tutte quelle mai risolte. Delle proposte in questo senso emergono un po' ovunque [nel mondo](#). Lontano dall'essere semplicemente una risposta di circostanza, un dispositivo di questo tipo potrebbe accompagnare, a lungo termine, il cambiamento necessario del nostro sistema di produzione e l'abbandono dei principi economici basati sulla [crescita](#), come si considera già ad [Amsterdam](#). Questo reddito, da definire secondo i paesi, può essere distribuito a partire dal momento in cui si accetta di tassare i più ricchi. La sostenibilità finanziaria del reddito incondizionato è stata mostrata teoricamente qualche anno fa nel [caso della Spagna](#). Inoltre, alcune aziende realizzano dei benefici indecenti (Amazon e altre imprese digitali), a spese dei loro dipendenti e sui resti dei rivenditori di prossimità, delle nostre sociabilità o delle nostre libertà: la loro tassazione sarebbe estremamente logica. Delle tasse sulle transazioni finanziarie, che potrebbero anche limitare la speculazione di borsa, sarebbero giustificate.

Forse ci si potrebbe impegnare su dieci anni. Dieci anni con un reddito incondizionato per evitare i drammi legati alla perdita del lavoro, accompagnati da un rinforzo dei servizi pubblici e delle ridistribuzioni sociali. Dieci anni con dei redditi limitati grazie a una ridistribuzione delle ricchezze come proposte da Thomas Piketty, al fine di ricostruire la pace sociale e di rivedere la scala retributiva tenendo in considerazione l'utilità sociale di ogni mestiere, largamente evidenziata in questi primi tempi di epidemia. Dieci anni senza viaggi a Bali né crociere di lusso. Dieci anni per imparare a preferire un pomodoro del giardino vicino a una bistecca argentina, una serata di giochi con degli amici a un week-end a New-York, un ricorso al calzolaio del posto a una consegna di scarpe nuove da un fattorino uberizzato d'Amazon, o il canto degli uccelli a una nuvola di droni. Dieci anni per trovare, eventualmente, i nostri nuovi mestieri e l'organizzazione più sostenibile delle nostre attività. Dieci anni per raggiungere la traiettoria degli accordi di Parigi, dai quali ci allontanavamo giorno dopo giorno prima della pandemia, e per infine smettere di opporre ecologia e difesa dei più modesti. Dieci anni per adattarci e decidere il seguito.

Si tratta di suggerimenti sui quali bisognerebbe discutere a grande scala, al di là del governo dell'urgenza. Gli immaginari collettivi saranno senza dubbio sconvolti dalla crisi attuale. Ci saranno momenti difficili e altri fertili di desideri nuovi. Sarebbe deludente lasciare ai principali autori del disastro ecologico le chiavi di questo avvenire, come dopo la crisi del 2008. Allora, senza aspettare, scienziati, militanti, cittadini e cittadine, facciamo l'inventario di quello che è essenziale, condividiamo le nostre iniziative, organizziamoci a tutti i livelli per impedire la ripresa delle derive di sicurezza e ecodaria che si disegna, già ora, mentre noi sgobbiamo o restiamo confinati nella paura del domani. Non lasciamo che si riprenda questa corsa folle che ci porta irrimediabilmente al disastro. Imponiamo una rifondazione istituzionale, ecologica e cittadina che offra l'occasione a tutte e a tutti di realizzarsi, preservando il comune e l'insieme del Vivente.

Es hora de no volver a empezar

La crisis sanitaria actual está paralizando poco a poco la producción mundial. En escasas semanas ha hecho posible lo que parecía imposible: la reducción de la presión presupuestaria, la puesta en cuestión del reparto de dividendos, la defensa del Estado del bienestar por aquellos que lo desmantelaban activamente, las ayudas incondicionales para paliar las pérdidas de ingresos de los trabajadores y trabajadoras, y una caída inesperada de las emisiones de gases de efecto invernadero. Pero ya nos hablan de aplicar políticas económicas expansivas al salir de la cuarentena para cerrar rápidamente este paréntesis y retomar la trayectoria de crecimiento ininterrumpido.

Frente a esto, nos parece esencial, durante la salida de la crisis, reflexionar para afrontar dos desafíos que están fuertemente relacionados. El primero es limitar, por todos los medios posibles, la inmensa crisis social y [geopolítica](#) que se anuncia. El segundo, es no volver a empezar como antes.

Las dificultades que se van a acumular en los próximos meses marcarán un antes y un después del covid-19. No viviremos mañana como vivíamos ayer. Pero este mañana que se avecina todavía no está escrito. El objetivo de las reflexiones que exponemos a continuación es el de salir airoso del caos que esta por llegar. Intentan, también, tener en cuenta la agudización actual de las desigualdades, especialmente para todas la personas solas, para aquéllas que han perdido su empleo, para aquéllas que están continuamente expuestas a la enfermedad en sus empresas o para las que teletrabajan.

Esta crisis genera una situación paradójica. Pone profundamente en cuestión el funcionamiento de la economía, cuya inviabilidad reconocen incluso [los analistas más convencidos](#). No obstante, a pesar de las medidas drásticas de emergencia que se han tomado, la producción continúa [fuera de los sectores “esenciales”](#) y vemos como se desarrollan tecnologías de [vigilancia digital](#), demostrando que algunos están dispuestos a hacer todo lo necesario para volver a empezar, “cueste lo que cueste”, sin importarles los equilibrios ecológicos o la salud física y psicológica de los humanos. Por lo tanto, hemos de prepararnos para impedir la reanudación de esta carrera mortífera, par que este momento se convierta en un punto de inflexión hacia un futuro *deseable*.

La hora del inventario

Somos [muchas y muchos](#) (varias [organizaciones](#), el [Club de Roma](#), el [sociólogo Bruno Latour](#) o un [colectivo de intelectuales que pide una gran concertación en torno al covid-19](#)) los que pensamos que la desaceleración económica impuesta por la crisis nos brinda la oportunidad para hacer frente a los problemas ecológicos que nos reservan, si nada cambia, episodios todavía más desastrosos. No tendremos tal vez otra ocasión de reflexionar todas y todos al mismo tiempo sobre la organización del sistema productivo, sobre lo que de verdad queremos y, sobre todo, no tendremos otra ocasión de poder modificar nuestra trayectoria.

Entre las numerosas propuestas que han surgido para convertir esta crisis en un punto de ruptura que marque el principio de una relación más pacífica con la Tierra, destaca la propuesta de [Bruno Latour](#). Sugiere que, antes de volver a empezar, efectuemos un inventario de lo que queremos guardar y, al contrario, de lo que queremos abandonar. Esta propuesta es propicia a una reapropiación individual y local de los grandes desafíos de nuestro planeta. Es una invitación a reinventar nuestra manera de construir una sociedad con la naturaleza – y no contra ella. Pero, sobre todo, el cuestionamiento

profundo de las actividades humanas es probablemente el único medio a nuestro alcance para poder respetar los acuerdos de París: la reducción drástica de nuestras emisiones de gases de efecto invernadero no es compatible con la vuelta al “business as usual”.

Desde esta perspectiva, nos preguntamos si tendremos que apoyar económicamente, como si no hubiera pasado nada, la fabricación de aviones, barcos y automóviles, el turismo internacional, la agricultura y la ganadería intensivas, las industrias agroalimentarias y digitales y, en general, nuestro sistema productivo, que se basa en la división internacional del trabajo y en los incentivos al consumo sin límites. No es que ya no necesitemos hacer aviones, barcos, coches o incluso producir latas de conserva, pero primero debemos preguntarnos: ¿qué es lo esencial y lo que nos hace felices? ¿Y qué no lo es? ¿Qué es lo que nos permite vivir, aquí, sin poner en riesgo la capacidad de vivir de aquellos que residen en otro lugar, y de los que vendrán después?

Estas preguntas podrían llevarnos, por ejemplo, a producir sólo automóviles eficientes en el uso de recursos (lo contrario de los SUV), que sólo se utilizarían cuando no existiera alternativa en transporte público, a limitar drásticamente el uso de aviones, a apoyar la agricultura en sinergia con los ecosistemas, a no tolerar que nuestras ropas y medicinas vengan del otro lado del mundo, a consumir alimentos locales, etc. Todo esto se podría debatir, teniendo en cuenta las implicaciones de estas elecciones para nosotros y para otros, especialmente aquellos en el mundo que, por el momento, dependen totalmente de la producción exterior para sobrevivir.

Darnos la posibilidad de no volver a empezar

Algunos Estados, por razones que nada tienen que ver con el cumplimiento de los compromisos climáticos, han tenido que definir, con urgencia, cuáles son las “actividades esenciales” que deben continuar. Algunas empresas “no esenciales” se han reconvertido temporalmente a la producción de bienes considerados prioritarios, otras han intentado continuar como si nada pasara, otras se han detenido, y muchos de los trabajadores a los que se les han impuesto estas decisiones han perdido su empleo.

La división entre actividades “esenciales” y “no esenciales” se ha efectuado sin control ciudadano y, por lo tanto, no puede servir de modelo para el futuro: si quisiéramos realizar, de manera colectiva, el inventario sugerido por Bruno Latour, tendríamos que debatir cada una de estas ideas y experiencias de manera democrática. Un debate de este tipo se podría efectuar a través de asambleas ciudadanas, tanto a escala local, como regional y nacional, lo que permitiría debatir y perennizar los cambios que son esenciales para garantizar unas condiciones de vida sostenibles.

Estos debates llevarían tiempo. Sin embargo, la crisis requiere una intervención pública rápida para evitar quiebras y paro. Aún así, es evidente que hay medidas de apoyo que, a corto plazo, serían vanas: ¿qué sentido tendría, por ejemplo, [subvencionar la producción de aviones](#) cuando, incluso más allá de la crisis actual, la trayectoria de crecimiento del transporte aéreo y la consiguiente fabricación de nuevos aviones son incompatibles con nuestros objetivos para limitar el cambio climático? En lugar de asegurar constantemente al mercado que los poderes públicos compensarán todos los fracasos de las grandes empresas, incluidas las más contaminantes y menos necesarias, ¿por qué no empezar a reorientar el sistema de producción hacia las necesidades “esenciales”? Como mínimo, sería aconsejable condicionar las ayudas de emergencia al [compromiso de las empresas y los bancos](#) hacia una verdadera transición

ecológica. Al mismo tiempo que se toman estas medidas a corto plazo, se podrían reformar las instituciones para que el debate democrático sobre nuestro futuro pueda realizarse con todas las garantías.

La puesta en marcha de una renta básica incondicional permitiría responder inmediatamente a las situaciones de zozobra económica vinculadas a esta crisis, así como a todas aquéllas que nunca se han resuelto. Propuestas de este estilo están surgiendo [en todo el mundo](#). Lejos de ser una mera respuesta circunstancial, un mecanismo de este tipo podría acompañar, durante un largo período de tiempo, la tan necesaria transformación de nuestro sistema de producción y el abandono de los principios económicos basados en el [crecimiento](#), como está proponiendo la ciudad de [Amsterdam](#). La renta básica, que tomaría distintas formas en cada país, se puede distribuir si aceptamos cobrar impuestos a los más ricos. La viabilidad financiera de la renta básica ya se demostró teóricamente hace unos años [en España](#). Por otra parte, en estos momentos algunas empresas obtienen beneficios indecentes (por ejemplo, Amazon y otras empresas digitales), y lo hacen a expensas de sus empleados, de las tiendas locales, de nuestras sociedades o de nuestras libertades. Así que sería bastante lógico que pagaran impuestos. Los impuestos sobre las transacciones financieras, que podrían limitar la especulación en la bolsa, también estarían justificados.

Tal vez podríamos comprometernos durante diez años. Diez años con una renta básica incondicional para evitar las tragedias del paro, acompañada por servicios públicos más potentes y una fuerte redistribución social. Diez años en los que limitaríamos las rentas más altas, gracias a una redistribución de riqueza como la propuesta por Thomas Piketty, con el fin de reconstruir la paz social y de revisar los sueldos teniendo en cuenta [la utilidad social de cada profesión](#), la cual ha quedado patente nada más empezar la epidemia. Diez años sin viajes a Bali o sin cruceros de lujo. Diez años para aprender a preferir un tomate de un huerto cercano a un filete de Argentina, una noche de juegos con amigos a un fin de semana en Nueva York, una visita al zapatero local a unas zapatillas nuevas compradas en Amazon y traídas por un repartidor uberizado, o el canto de los pájaros a un enjambre de drones. Diez años para encontrar, con tiempo, nuestros nuevos trabajos y para organizar nuestras actividades cotidianas de manera sostenible. Diez años para retomar el camino del Acuerdo de París, del que nos alejábamos día tras día antes de la pandemia, y para dejar por fin de contraponer la ecología y la defensa de los más modestos. Diez años para adaptarnos y decidir qué vamos a hacer después.

Planteamos aquí tan solo algunas sugerencias, que necesitan ser debatidas a gran escala, más allá del estado de emergencia en que ahora vivimos. Nuestros imaginarios colectivos saldrán, sin lugar a dudas, conmocionados de la crisis actual. Habrá momentos difíciles y otros más fértiles, con nuevos deseos. Sería terrible dejar las llaves del futuro en manos de los principales responsables del desastre ecológico, como ocurrió después de la crisis de 2008. Así que, ¿a qué esperamos, científicos, activistas, ciudadanos?, hagamos un balance de lo que es esencial para nosotros, compartamos iniciativas, organicémonos a todos los niveles para evitar la recuperación policial y ecocida que ya está poniéndose en marcha, mientras trabajamos o permanecemos confinados, con miedo al futuro. No dejemos que se reanude esta loca carrera, que ya nos llevaba al desastre. Impongamos la refundación institucional, ecológica y ciudadana que nos da, por fin, la oportunidad a todas y todos de realizarnos mientras preservamos el bien común y el conjunto de la biosfera.

Traducción: Pablo de Oliveira Castro y André Estévez Torres

É hora de não retomar.

A atual crise da saúde está gradualmente levando a produção mundial a um impasse. Em apenas algumas semanas, tornou possível o que parecia impossível: um afrouxamento da limitação orçamentária, uma reavaliação de dividendos, uma defesa do estado de bem-estar por aqueles que o desmontaram, apoio incondicional aos trabalhadores afetados por perdas de renda e uma queda inesperada nas emissões de gases de efeito estufa. Mas já estamos ouvindo falar em grandes planos de estímulo econômico assim que o período de confinamento terminar, a fim de fechar esse parêntese o mais rápido possível e retomar a trajetória de crescimento econômico interrompido.

No entanto, duas questões inter-relacionadas precisam ser consideradas à medida que saímos da crise. Por um lado, devemos limitar, por todos os meios possíveis, a imensa crise social e geopolítica que se aproxima. Por outro lado, não devemos retomar como antes.

As dificuldades que se acumularão nos próximos meses significam que certamente haverá um 'antes' e 'depois' do COVID-19. Não mais viveremos amanhã exatamente como vivíamos ontem. Este cenário "depois" está sendo preparado, mas ainda não tem sido escrito. Os pensamentos a seguir visam canalizar racionalmente o caos que está por vir. Essas considerações também tentam levar em conta a atual exacerbação das desigualdades, para aqueles que estão isolados, para os que perderam o emprego, para os que devem se-expor à doença nos seus locais de trabalho e para quem trabalha em casa.

Esta crise sanitária cria uma situação paradoxal. Está causando uma profunda reavaliação de como funciona a nossa economia, desde que aqueles analistas de renome mais convictos dos seus méritos agora reconhecem o impasse em que estamos. No entanto, apesar das drásticas medidas de emergência, a produção econômica em curso além dos setores considerados "essenciais" e a erosão das liberdades civis mostram que alguns estão prontos para fazer o que for possível para retomar a produção, "faça chuva, faça sol" por questões ecológicas ou pela saúde física e psicológica dos seres humanos. Devemos, portanto, estar preparados para impedir a retomada da mesma trajetória mortífera, para que este momento na humanidade seja de fato um ponto de virada para um futuro desejável.

Tempo para um inventário

Juntamente com outros (diversas organizações, o Clube de Roma, o sociólogo Bruno Latour, um grupo de intelectuais chamando para uma conferencia sobre o COVID-19), acreditamos que a desaceleração econômica imposta pela crise oferece uma oportunidade para, afinal, enfrentar seriamente os problemas ecológicos que, se esquecidos, prenunciam episódios muito mais desastrosos. Talvez nunca mais tenhamos a oportunidade de reavaliar, todos juntos, graças ao feroz enfoco trazido pelo covid-19, como o nosso sistema de produção está organizado, com o que realmente nos importamos e, acima de tudo, para decidir mudar a nossa trajetória.

Entre as muitas propostas que surgiram para tornar essa crise um ponto de inflexão no sentido de finalmente alcançar relações pacíficas com o complexo sistema que é a Terra, estão as de Bruno Latour. Ele sugere, antes de retomarmos a produção, que a gente faça um inventário do que valorizamos e do que, pelo contrário, queremos parar. Esta proposta é orientada para o indivíduo e para a apropriação localizada dos principais assuntos planetários. Requer reinventar a forma como socializamos com a natureza, em vez de dominá-la de forma antropocêntrica. Acima de tudo, no entanto, uma profunda reavaliação das atividades humanas é provavelmente a única maneira de cumprirmos os acordos de Paris, porque a necessária redução drástica em nossas emissões de gases de efeito estufa não é compatível com uma recuperação "normal".

Nesta perspectiva, podemos apenas nos perguntar se devemos relançar, como se nada tivesse acontecido, os setores aeronáutico, de construção naval e de fabricação de automóveis, turismo internacional, agricultura intensiva e pecuária, indústrias agroalimentares e digitais e, de maneira mais geral, nosso sistema produtivo, baseado na divisão internacional do trabalho e em incentivos ao consumo ilimitado. Não é que deixemos de fazer planos, navios, carros ou até produzir latas, mas devemos nos perguntar: o que é essencial e que nos faz felizes? E o que não é? O que é que faz possível para nós vivermos aqui sem comprometer essa capacidade para outras pessoas que moram em outros lugares e para as gerações futuras?

As perguntas poderiam, por exemplo, levar-nos a produzir apenas carros eficientes (em oposição aos SUVs) que seriam usados apenas quando não houver substituto para o transporte público, limitar drasticamente o uso de aviões, apoiar uma agricultura em sinergia com ecossistemas, para não mais tolerar que nossas roupas e remédios venham do outro lado do mundo, para comer comida local, etc... Tudo isso estaria em debate, levando em conta as implicações dessas escolhas

para nós e para os outros, especialmente aqueles em todo o mundo que atualmente dependem inteiramente da produção externa para sobreviver.

Capacitar-nos para não retomar.

A crise do COVID-19 levou algumas nações, por muitas razões diferentes de cumprir seus compromissos internacionais com o clima, a definir com urgência o que são “atividades essenciais”. Algumas empresas cuja produção foi considerada 'não essencial' (voluntariamente ou não) converteram-se provisoriamente para produzir produtos prioritários, enquanto outras tentaram levar os negócios como de costume, outras pararam, e muitos dos trabalhadores afetados por essas escolhas tem-se achado desempregados.

Essa divisão entre atividades "essenciais" e "não essenciais" é imposta sem controle do cidadão e, portanto, não pode servir de modelo para o futuro: se realizássemos coletivamente o inventário sugerido por Bruno Latour, essas idéias e experiências teriam que ser discutidas usando mecanismos democráticos. Elas poderiam assumir a forma de reuniões de cidadãos ou assembleias gerais, em várias escalas, o que possibilitaria discutir e perpetuar as mudanças necessárias para garantir condições de vida sustentáveis.

Esses mecanismos levariam tempo, porém a crise requer intervenção pública muito rápida para evitar falências e desemprego. No entanto, algumas intervenções seriam, no prazo imediato, claramente sem sentido: qual é o benefício, por exemplo, de apoiar a produção de aeronaves quando, mesmo além da atual crise sanitária, a trajetória de crescimento do transporte aéreo e a consequente fabricação de novas aeronaves são insustentáveis frente aos nossos objetivos de limitar o impacto climático? Em vez de garantir eternamente aos mercados que as autoridades públicas compensarão as quebras das grandes empresas, incluindo as mais poluentes e menos necessárias, por que não começar a reorientar o sistema de produção para as nossas necessidades "essenciais"? No mínimo, seria aconselhável estabelecer como condição dessa ajuda de emergência para empresas e bancos o compromisso com uma transição ecológica real. Paralelamente a essas intervenções de curto prazo, poder iam-se criar as condições institucionais para o debate sobre o nosso futuro.

Criar uma renda universal faria possível aliviar imediatamente os problemas econômicos causados por essa crise e por outras causas ainda não resolvidas. Propostas nesse sentido estão surgindo em todo o mundo. Longe de ser apenas uma resposta circunstancial um mecanismo desse tipo

poderia acompanhar, no longo prazo, a transformação necessária do nosso sistema de produção e o abandono dos princípios econômicos baseados no crescimento, como a cidade de Amsterdã já está considerando. Essa renda, a ser definida por cada país, pode ser distribuída a partir do momento em que concordarmos em taxar aos mais ricos. A viabilidade financeira de uma renda universal foi demonstrada teoricamente há alguns anos no caso da Espanha, que é de fato o primeiro país europeu a considerar a possibilidade de introduzi-la para enfrentar a crise. Enquanto isso, algumas empresas estão obtendo lucros indecentes (Amazon e outras empresas digitais) à custa dos seus funcionários, enquanto nossos varejistas locais e as nossas liberdades são dizimados. Taxar essas empresas seria bastante lógico. Os impostos sobre transações financeiras, que também poderiam limitar a especulação no mercado de ações, também seriam justificados.

Talvez possamos fazer um compromisso de dez anos. Dez anos com uma renda universal para evitar as tragédias da perda de emprego, acompanhadas de um fortalecimento dos serviços públicos e da redistribuição social. Dez anos com renda limitada, graças a uma redistribuição de riqueza proposta por Thomas Piketty - e amplamente promovida nos primeiros dias da epidemia, a fim de reconstruir a paz social e refazer a escala salarial para levar em conta a utilidade social de cada trabalho. Dez anos sem viagens a Bali ou cruzeiros de luxo. Dez anos para aprender a preferir um tomate de um jardim próximo a um bife de costela da Argentina, uma noite de jogos com amigos em vez de um fim de semana em Nova Iorque, uma visita ao sapateiro local em vez de tênis novos montados por trabalhadores mal pagos e entregues em casa por um trabalhador Uberizado da Amazon, ou o canto dos pássaros em vez de um enxame de drones. Dez anos para encontrar nossos novos empregos e a organização mais sustentável de nossas atividades. Dez anos para retomar os acordos de Paris, dos quais já estávamos fugindo a cada dia que passava antes da pandemia, e finalmente reconciliar a ecologia com a defesa dos oprimidos economicamente. Dez anos para adaptar-nos e decidir o que fazer a seguir.

Essas são apenas sugestões que devem ser amplamente debatidas, além de qualquer liderança baseada na crise. A psique coletiva será sem dúvida revertida pela crise atual. Haverá momentos difíceis e outros férteis com novos desejos. Seria angustiante deixar a mentalidade que gerou o desastre ecológico novamente fabricar o nosso futuro, do jeito que fez depois da crise financeira de 2008. Assim, sem demora, cientistas, ativistas, políticos e agentes do poder, cidadãos, vamos fazer um balanço do que é essencial para nós, vamos compartilhar iniciativas, vamos nos organizar em todos os níveis para impedir a recuperação ecocida do estado de segurança que já vai se

formando, enquanto trabalhamos ou permanecemos confinados, sem medo do amanhã. Não deixemos que se reinicie esta louca carreira, que já nos levava ao desastre. Vamos impor a refundação institucional, ecológica e cívica que oferece, por fim, a oportunidade a todas e todos de realizarmos enquanto preservamos o nosso bem comum e a conjunto da biosfera.

Tradução : Gerardo Goya